

ARRÊTÉ

Direction : Aménagement du territoire et cadre de vie

Références : G.B.

N° 467 - 2024

Objet : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – FABIAN LIKET – QUAI JEAN-PIERRE FOUGERAT

Le Maire de la Ville de Couëron,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-2 et 2213-6 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu l'arrêté municipal n°620-01 en date du 25 octobre 2001 portant règlement de la Police des Marchés ;

Vu l'arrêté municipal n°327-2020 du 6 juillet 2020 concernant la réglementation des horaires et du bruit s'appliquant aux responsables d'établissement titulaires d'une autorisation d'installation de terrasse ;

Vu la délibération 2021-127 du 13 décembre 2021 du conseil municipal fixant le montant annuel de la redevance d'occupation du domaine public ;

Vu la décision municipale 2023-127 portant approbation des tarifs 2024 d'occupation du domaine public ;

Considérant la demande de Monsieur **Fabian Liket, SARL Le Diable Rouge**, demeurant **Les Rouzerolles – 44640 Le Pellerin**, afin de disposer d'un emplacement sur le territoire de la commune de Couëron, et ce pour y exercer son activité de restauration à emporter ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'utilisation des trottoirs, rues piétonnes et places afin de préserver la sécurité des piétons et des automobilistes.

Arrête

Article 1 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté 467-2024 du 30 juillet 2024.

Article 2 : **Monsieur Liket, SARL Le Diable Rouge** est autorisé à exercer son commerce de restauration à emporter sur une place de **5 mètres linéaires** :

- le jeudi de 9h à 22h sur l'esplanade Jérémy Hugué, quai Jean-Pierre Fougerat.

Article 3 : Les marchandises vendues doivent être obligatoirement de la nature de l'activité commerciale définie à l'article 1 de la présente autorisation.

Article 4 : Le bénéficiaire du présent arrêté est tenu, dans le cadre de ses activités, de prendre à sa charge la responsabilité de la gestion et de l'enlèvement des déchets liés à son activité.

Article 5 : Cette autorisation est accordée à titre personnel et exceptionnel jusqu'au 31 décembre 2024. Elle pourra être renouvelée pour une durée totale de 3 ans à compter de sa signature.

Dans ce cas, elle sera mise à jour suivant l'évolution de la décision municipale portant approbation des tarifs annuels d'occupation du domaine public.

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de la Ville en cas d'intervention des services publics nécessitant le retrait de la présente autorisation, ni se prévaloir d'un quelconque préjudice, notamment commercial.

- Article 6 :** Cette autorisation est accordée à titre personnel et exceptionnel jusqu'au 31 décembre 2024. Elle pourra être renouvelée pour une durée totale de 3 ans à compter de sa signature.
Dans ce cas, elle sera mise à jour suivant l'évolution de la décision municipale portant approbation des tarifs annuels d'occupation du domaine public.
Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de la Ville en cas d'intervention des services publics nécessitant le retrait de la présente autorisation, ni se prévaloir d'un quelconque préjudice, notamment commercial.
- Article 7 :** Dans l'hypothèse d'un changement d'exploitant, il conviendra au permissionnaire de prévenir la Ville en respectant un délai d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Article 8 :** Cet arrêté sera notifié à Monsieur Fabian Liket devra afficher l'original de la présente décision de façon permanente et visible de l'extérieur de son établissement.
- Article 9 :** Les infractions au présent arrêté sont passibles de sanctions pénales et administratives.
- Article 10 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Couëron et les agents de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- Article 11 :** Le présent arrêté sera affiché et publié conformément aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

À Couëron, le 31/07/2024



Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette, 44000 Nantes) ou par télérecours <https://citoyens.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Mis en ligne sur le site Internet de la Ville du 31/07/2024 au 31/09/2024